

REGARDS | 01

sur le niveau de vie des ménages

R

Auteur: Paul Zahlen
Publication périodique | Janvier 2012

STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

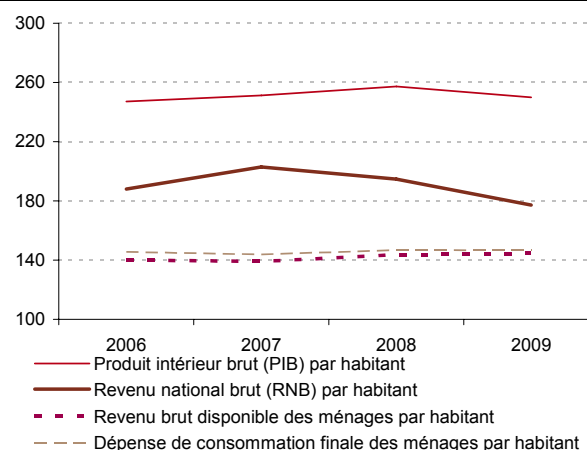
Il a été dit et redit que, pour le Luxembourg, le PIB (Produit Intérieur Brut) par habitant constitue un indicateur particulièrement biaisé du niveau de vie moyen. Il est le plus souvent conseillé de recourir au RNB (Revenu National Brut) qui fait abstraction du solde des revenus « transférés » de ou à l'étranger, plus particulièrement les salaires des frontaliers et les revenus d'investissements étrangers. Parmi les agrégats de la comptabilité nationale, on trouve cependant d'autres indicateurs qui reflètent mieux le niveau de vie des habitants, à savoir la consommation des ménages et le revenu disponible des ménages.

Le PIB par habitant au Luxembourg de 150% plus élevé que la moyenne de la zone euro ... alors que la différence en termes de revenu disponible et de consommation des ménages par habitant se réduit à environ 45% en faveur du Luxembourg

On constate que le PIB par habitant au Luxembourg - exprimé en standards de pouvoir d'achat qui neutralisent les différences de niveaux de prix - est d'environ 150% plus élevé que la moyenne de la zone euro en 2009. La différence en termes de RNB par habitant est de 80% en faveur du Luxembourg. Le revenu disponible des ménages circonscrit de façon plus précise le niveau de vie des ménages. La consommation des ménages exclut quant à elle la consommation collective.

Les deux agrégats, c'est-à-dire le revenu disponible et la consommation par habitant, sont d'environ 45% plus élevés au Luxembourg que dans la zone euro en moyenne en 2009.

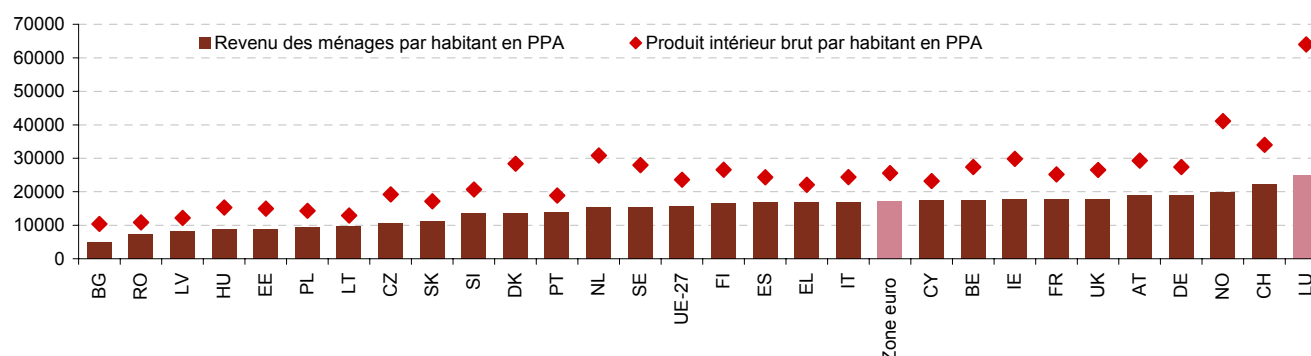
Graphique 1 : Les agrégats de la comptabilité nationale du Luxembourg dans la comparaison avec la zone euro, 2006 - 2009 (indices, 100 = zone euro)



Source : STATEC, EUROSTAT (comptes nationaux) N.B. : PPA = parités de pouvoir d'achat

D'ailleurs, si la crise économique récente trouve son expression dans le tassement du PIB par habitant (nominal) et, surtout, du RNB par habitant au Luxembourg, tel n'est pas le cas du niveau de vie des ménages. L'écart du revenu disponible des ménages par habitant par rapport à la moyenne de la zone euro augmente même en passant de 40% en 2006 à 45% en 2009.

Graphique 2 : PIB par habitant et revenu disponible des ménages par habitant (parités de pouvoir d'achat), 2009



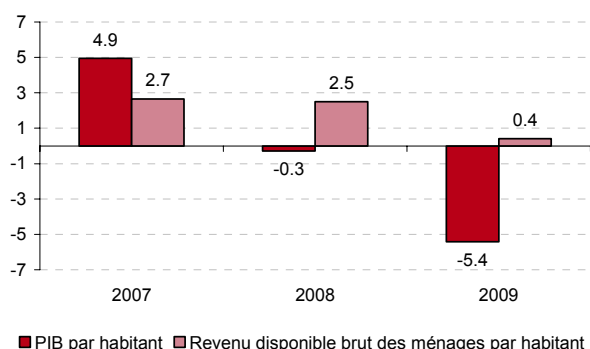
Source : STATEC, EUROSTAT (comptes nationaux)

En résumé, si le Luxembourg reste premier de la classe européenne, l'écart de niveau de vie, exprimé par le revenu disponible des ménages par habitant, est ramené à des proportions plus réalistes qu'en termes de PIB/habitant. Ajoutons que par rapport à la Suisse - qui est deuxième sur la liste des pays européens en fonction de leur « richesse » -, l'écart du revenu disponible des ménages par habitant est de 10% en faveur du Luxembourg. Par rapport à la Norvège, l'écart est de +25%.

Si le taux de croissance du PIB par habitant chute fortement de 2007 à 2009 au Luxembourg, c'est moins le cas pour le revenu disponible brut des ménages

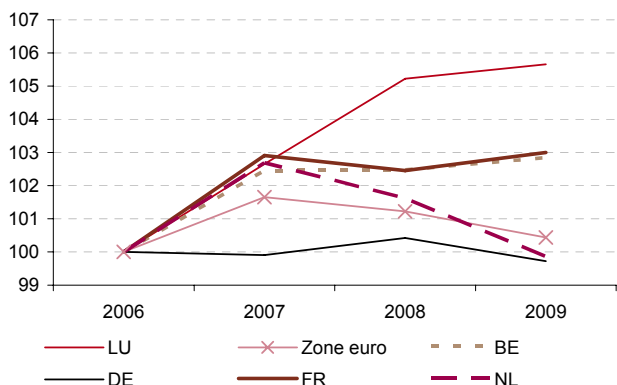
Le PIB en volume par habitant avait augmenté de 4.9% en 2007, alors que le revenu disponible brut des ménages n'avait augmenté que de 2.7%.

Graphique 3 : Taux de croissance du PIB par habitant et du revenu brut disponible des ménages par habitant au Luxembourg, 2007-2009 (en %, en termes réels)



Source : STATEC (comptes nationaux) N.B. : PIB en volume : déflateur du PIB ; revenu disponible des ménages : déflateur de la consommation privée

Graphique 4 : Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages par habitant, 2006-2009 (indices, 100 = 2006)



Source : STATEC (comptes nationaux) N.B. : Déflateur = indice des prix à la consommation (IPCN pour le Luxembourg, IPCH pour les autres pays)

En 2008, le taux de croissance du PIB par habitant devient légèrement négatif, alors que le revenu des ménages par habitant continue de croître de façon significative (2.5%). En 2009, le taux de croissance

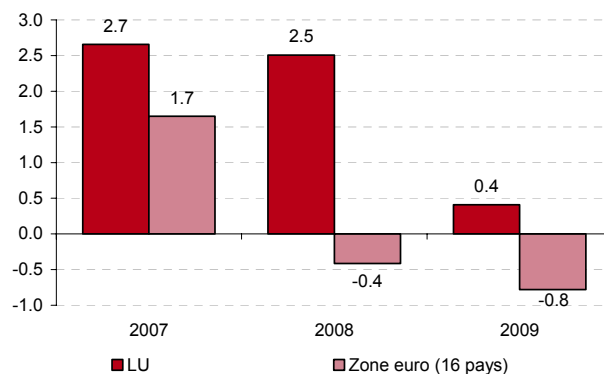
du PIB/habitant dégringole à -5.4% alors que la croissance du revenu disponible par habitant reste légèrement positive (+0.4%). En d'autres mots, les ménages résidents ne se sont pas appauvris - en moyenne - en 2009.

De 2006 à 2009, le pouvoir d'achat moyen au Luxembourg a augmenté de 5.6%

En valeur nominale, le revenu disponible des ménages par habitant est passé au Luxembourg de 26 700 € en 2006 à 30 000 € en 2009, soit une augmentation de 12%. En déflatant le revenu disponible par habitant par l'indice des prix à la consommation, on peut comparer l'évolution du pouvoir d'achat moyen dans les pays européens.

On constate que la progression du pouvoir d'achat dans notre pays dépasse largement celle des pays voisins. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages par habitant au Luxembourg est, en 2009, de 5.6% plus élevé qu'en 2006 (voir graphique 4). Par contre, en Allemagne, il y a stagnation ; aux Pays-Bas, après avoir augmenté en 2007, le pouvoir d'achat retourne en 2009 à son niveau de 2006 ; en France et en Belgique, le pouvoir d'achat augmente de plus de 2% en 2007, puis stagne. En prenant en considération les taux de croissance, le pouvoir d'achat au Luxembourg augmente assez fortement en 2007 et 2008 (de quelque 2.5% par an), mais, effet de la crise, il ne connaît qu'une progression légère en 2009 (voir graphique 5). En 2008, l'écart du taux de croissance du pouvoir d'achat au Luxembourg par rapport à la zone euro était encore très important (+2.5% contre -0.4%, soit une différence de 3 points de %). En 2009, cet écart est beaucoup plus réduit (1.2 points) même si le chiffre du Luxembourg reste positif contrairement à la zone euro (+0.4% contre -0.8%).

Graphique 5 : Taux de croissance du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages par habitant au Luxembourg et dans la zone euro, 2007-2009 (%)



Source : STATEC (comptes nationaux) N.B. : Déflateur = indice des prix à la consommation (IPCN pour le Luxembourg, IPCH pour les autres pays)

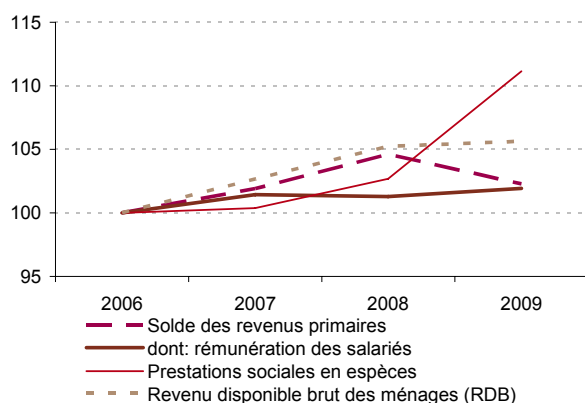
Le revenu disponible des ménages résulte de l'addition du solde des revenus primaires et du solde des transferts fiscaux et sociaux. Le revenu primaire est constitué par les rémunérations des salariés, le

revenu mixte et l'excédent brut d'exploitation et enfin le solde des revenus de la propriété. Les apports des principales composantes du revenu disponible (rémunérations, revenu de la propriété, prestations sociales) sont très divers.

En termes réels, la rémunération des salariés par habitant a augmenté de quelque 2% sur l'ensemble de la période 2006 à 2009

Pour l'essentiel, cette augmentation intervient d'ailleurs en 2007 (+1.4% en 2007 comparé à 2006). A noter que la rémunération des salariés constitue le gros du revenu primaire des ménages : quelque 74% en 2006 comme en 2009 avec un recul passager à 72% en 2008 suite à l'augmentation considérable du revenu de la propriété. En ce qui concerne le revenu mixte et l'excédent brut d'exploitation, il s'établit en 2009 pratiquement au niveau de 2006, avec une augmentation passagère en 2008.

Graphique 6 : Evolution des principales composantes du revenu disponible brut des ménages par habitant au Luxembourg, 2006-2009 (en termes réels, indices, 100 = 2006)



Source : STATEC (comptes nationaux) N.B. : En termes réels : déflateur = indice des prix à la consommation (IPCN)

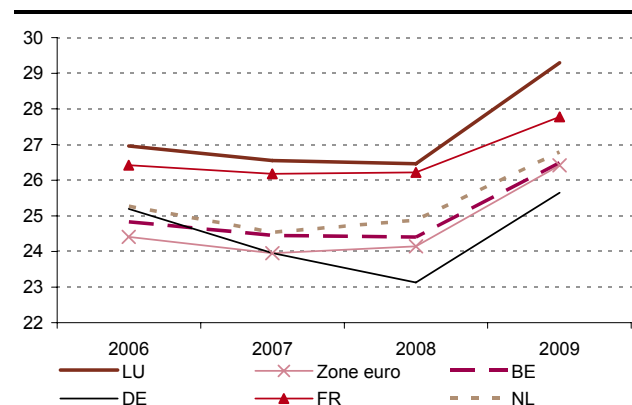
Le rôle important des prestations sociales en 2009

Pour arriver au revenu disponible des ménages, on ajoute le solde des transferts sociaux et fiscaux au revenu primaire. Les prestations sociales en espèces et les autres transferts courants s'ajoutent alors que les cotisations sociales et les impôts sont soustraits au revenu primaire. On note surtout l'impact des prestations sociales en espèces par habitant sur le revenu disponible en 2009. Jusqu'en 2008, les prestations sociales augmentent un peu moins rapidement que le solde des revenus primaires et cela aussi bien au Luxembourg que dans la zone euro.

En termes réels, les prestations sociales par habitant au Luxembourg ont augmenté de 2.7% de 2006 à 2008, alors que le solde des revenus primaires a

augmenté de 4.6%. En 2009, les prestations sociales continuent de croître alors que le revenu primaire recule. L'évolution dynamique des prestations sociales par habitant en 2009 fait qu'elles ont augmenté de 11% en termes réels en fin de période, alors que le revenu primaire n'a augmenté que de quelque 2%. Dans la zone euro, l'évolution est similaire, même si la dynamique générale des revenus et des prestations sociales y est plus réduite.

Graphique 7 : Prestations sociales en espèces en pourcentage du solde des revenus primaires par habitant, 2006-2009



Source : STATEC, EUROSTAT (comptes nationaux)

En résumé, le tassement du revenu primaire par habitant en 2009 au Luxembourg a été plus que compensé par l'augmentation des prestations sociales ; le pouvoir d'achat du revenu disponible par habitant a donc pu augmenter très légèrement. Dans la zone euro, l'augmentation des prestations sociales par habitant en 2009, même si elle n'a pas pu compenser intégralement la chute du revenu primaire, assure néanmoins que le pouvoir d'achat ne tombe pas sous son niveau de 2006. La comparaison des pourcentages des prestations sociales en espèces par rapport au revenu primaire par habitant reflète le poids grandissant de ces prestations en 2009 au Luxembourg comme en Europe (voir graphique 7).

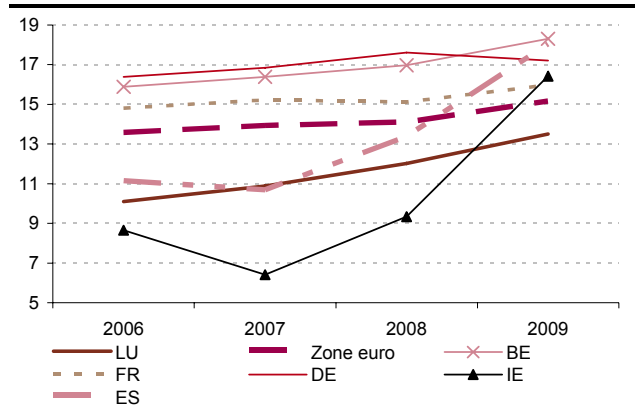
Au Luxembourg, le pourcentage des prestations sociales par rapport au revenu primaire par habitant passe de 27% à plus de 29% ; dans la zone euro il passe de 24% à un peu plus de 26.5%. On remarque aussi que le niveau des prestations sociales par habitant comparé aux revenus primaires est plus important au Luxembourg que dans les pays voisins et dans la zone euro en moyenne.

L'emploi du revenu disponible : une augmentation significative du taux d'épargne ...

L'emploi du revenu disponible des ménages peut être désagrégé en «consommation» d'une part, en «épargne» d'autre part. En valeur nominale, l'épargne par habitant au Luxembourg est passée de

2 700 euros en 2006 à 4 100 euros en 2009, soit une augmentation nominale de 50% et réelle (déflateur de la consommation) d'environ 40%.

Graphique 8 : Evolution du taux d'épargne brut de 2006 à 2009 (en %)



Source : STATEC, EUROSTAT (comptes nationaux) N.B. : taux d'épargne brut = épargne brute/revenu disponible brut

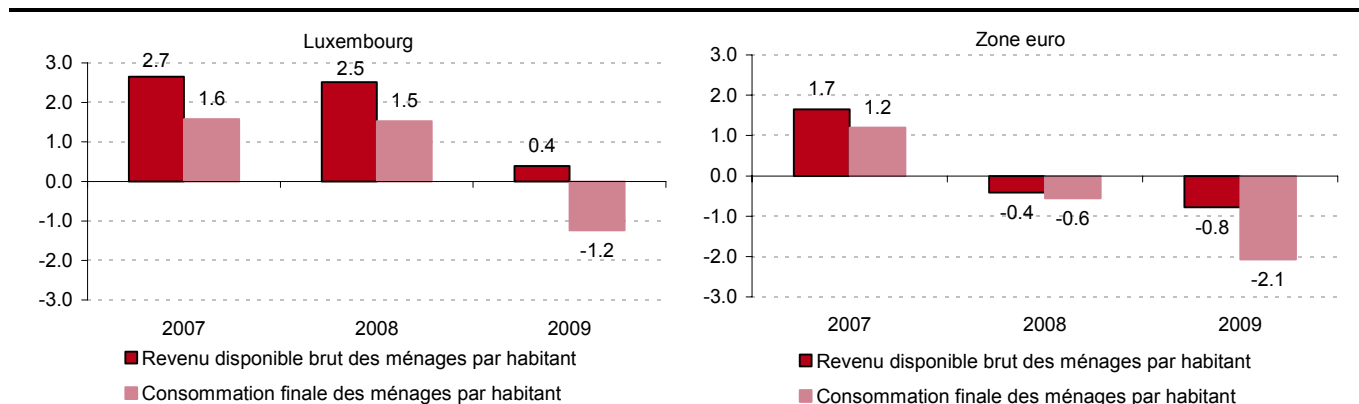
Pour évaluer l'épargne on la compare le plus souvent au revenu disponible brut des ménages ; c'est le taux d'épargne brut. On constate que le taux d'épargne a tendance à augmenter depuis 2006. Au Luxembourg, le taux (épargne/revenu disponible brut) passe de 10.1% à 13.5%. Cette augmentation considérable fait que le Luxembourg se rapproche des taux d'épargne plus élevés des pays voisins et de la zone euro où il est passé de 13.6% en 2006 à 15.2% en 2009. On peut y voir un élément d'épargne de précaution en temps de crise. Cela semble particulièrement vrai dans des pays comme l'Irlande ou encore l'Espagne.

... qui, en 2009, résulte d'une réduction de la consommation par habitant

L'augmentation du taux d'épargne est la résultante de l'écart grandissant entre la croissance du revenu disponible et celle de la consommation par habitant. Au Luxembourg la consommation par habitant a augmenté moins vite que le revenu disponible brut de 2006 à 2008. Si, au cours des années 2007 et 2008, la croissance de la consommation reste positive, ce n'est plus le cas en 2009 (voir graphique 9). L'augmentation du taux d'épargne en 2009 est le fruit d'une réduction de la consommation par habitant. Cette évolution apparaît clairement en comparant les taux de croissance en termes réels de la consommation et du revenu disponible (déflateur de l'indice des prix à la consommation). Au Luxembourg, le taux de croissance du revenu disponible par habitant était d'environ 2.5% par an en 2007 et en 2008, alors que le taux de croissance de la consommation par habitant n'était que 1.5% par an pour ces deux années. En 2009, la croissance du revenu disponible par habitant au Luxembourg tombe à 0.4%, mais le taux de croissance de la consommation devient négatif en chutant à -1.2% (voir graphique 9). Dans la zone euro, le taux de croissance du revenu disponible devient négatif dès 2008 (-0.4%) et chute encore en 2009 (-0.8%). La décroissance de la consommation est encore plus forte que celle du revenu disponible (légèrement plus forte en 2008 avec -0.6% et substantiellement plus importante en 2009 avec -2.1%).

Rappelons que les comptes sectoriels sur lesquels sont basés ces analyses sont en plein développement et donc sujet à des révisions méthodologiques substantielles.

Graphique 9 : Taux de croissance, en termes réels, du revenu disponible brut des ménages et de la consommation par habitant au Luxembourg et dans la zone euro, 2007-2009 (en %)



Source : STATEC, EUROSTAT (comptes nationaux) N.B. : Déflateur = indice des prix à la consommation (IPCN pour le Luxembourg, IPCH pour la zone euro)

**Institut national de la statistique
et des études économiques**

Tél.: 247-84219
info@statec.etat.lu
www.statistiques.lu